

## Putsch présumé du 8 août

# Le spectre de l'instabilité

Un mois jour pour jour après la découverte de la présumée tentative de putsch du 8 août dernier et une semaine après l'élargissement de onze militaires qui avaient été entendus dans le cadre de l'enquête, le sort des 20 autres officiers, toujours en détention, demeure suspendu à la décision du conseil de discipline de l'armée.

L'ombre de ce supposé putsch plane sur la situation du pays. Le pouvoir craint une action de déstabilisation à partir de l'extérieur. Très sceptique, l'opinion publique attend des changements qui tardent à venir.

L'annonce, le 10 août, de la découverte d'une nouvelle tentative de renversement du régime par la force a provoqué peur, émoi et interrogations au sein de l'opinion. Le nombre important d'officiers interpellés dans cette affaire (30) et le mutisme observé deux semaines durant par les autorités ont ouvert la voie à toutes sortes de rumeurs et de supputations. Les avis étaient partagés au sujet de la présumée tentative de coup d'état. Certains croyaient dur comme fer aux affirmations du pouvoir, d'autres n'y voyaient qu'une énième manipulation d'un régime au bout du souffle.

Suite en page 3

# Le spectre de l'instabilité

Suite de Une

L'intervention, trois semaines plus tard, du chef d'état major de la gendarmerie, qui a livré tous les "détails" relatifs à l'organisation, à la préparation et à l'exécution du supposé putsch, n'a pas dissipé les doutes. Le communiqué du chef d'état major de l'armée nationale, diffusé trois jours après par les médias officiels et relatif à la liste des militaires entendus dans le cadre de l'enquête, a ajouté à la confusion. Personne n'a en effet compris que ce dernier communiqué annonce le début de la décrispation. Pourtant c'était bien le cas. Le lendemain matin, sept officiers supérieurs rentrent chez eux libres et blanchis. Le jour suivant, trois autres militaires sont élargis. Autre geste d'apaisement du pouvoir: le reste du groupe ne sera vraisemblablement pas envoyé en justice, mais plutôt devant le conseil de discipline de l'armée. Présidé par le chef du 3ème bureau de l'armée, le colonel Alioune Ould Mohamed, le conseil de discipline a déjà commencé son travail. Il doit entendre chacun des vingt officiers cités dans l'affaire avant d'élaborer un rapport qui sera soumis au chef d'état major. C'est en effet sur la base de ce rapport que l'armée va agir. A présent, il semble qu'on s'achemine vers le traitement de l'affaire du présumé putsch dans le cadre strictement militaire. Cela peut se traduire par des sanctions genre "arrêt de rigueur" allant de quelques jours à deux mois ou une radiation pure et simple du corps. La préparation du rapport du conseil de discipline pourra encore prendre quelques jours, mais tout laisse à croire qu'aucun des officiers cités dans l'affaire ne sera traduit en justice.

En attendant de voir l'issue intérieure de l'affaire du prétendu putsch, le pouvoir paraît maintenant plus préoccupé par ses prolongements à l'extérieur.

plus intéressé par le fait d'en savoir plus sur les détails de la préparation du supposé putsch du 8 août. Son souci est maintenant de traquer les auteurs en fuite du coup manqué du 8 juin 2003. Ceux-là même qu'ils accusent d'être les instigateurs de la nouvelle tentative. L'offensive diplomatique menée par la Mauritanie auprès de certains pays de l'Afrique de l'Ouest a pour objectif d'acculer le Burkina, accusé d'avoir abrité, armé et entraîné les putschistes, afin de l'amener à se séparer d'eux ou du moins cesser de leur porter aide et assistance. Leur extradition, réclamée publiquement par le porte-parole du gouvernement, ne constitue peut être pas un but pour le pouvoir. Son véritable souci serait surtout de les mettre dans une situation de défensive telle qu'ils ne peuvent plus trouver du temps pour préparer ou mener une quelconque opération de déstabilisation du régime.

En effet, le gouvernement mauritanien prend très au sérieux la menace qui pèse sur sa frontière difficilement contrôlable. Il craint l'infiltration, à travers différents points de cette frontière poreuse, d'éléments armés pour commettre des attentats à l'intérieur du pays. Il y a quelques jours, les Walis des zones frontalières ont reçu l'ordre d'observer la plus grande vigilance en vue de faire face à la menace sérieuse qui pèse sur la sécurité du pays.

La Mauritanie, naguère très sûre aux yeux de ses dirigeants, court aujourd'hui les risques de l'instabilité et du chaos. Ces derniers ne semblent pas comprendre encore que les clefs de la solution de l'équation mauritanienne se trouvent à l'intérieur du pays à travers une véritable réconciliation nationale dans le cadre d'un Etat respectueux des droits individuels et collectifs.

## Menaces à la frontière

BEN ABDELLA

Le pouvoir mauritanien ne semble